

RECUEIL DES ACTES  
ADMINISTRATIFS  
N°02-2024-195

PUBLIÉ LE 20 DÉCEMBRE 2024

# Sommaire

## Cabinet / Pôle prévention, police administrative et sécurité

02-2024-12-18-00008 - Arrêté n°2010/0019-R-2-2024 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection LIDL à Soissons (3 pages)	Page 4
02-2024-12-18-00002 - Arrêté n°2010/0027-R-2-2024 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection LIDL à Villers-Cotterêts (3 pages)	Page 8
02-2024-12-19-00003 - Arrêté n°2012/0013-M-5-2024 portant modification d'un système de vidéoprotection Commune de Jussy (3 pages)	Page 12
02-2024-12-19-00002 - Arrêté n°2012/0296-M-4-2024 portant modification d'un système de vidéoprotection SA LUDIMAG - Intermarché à Anizy-le-Grand (3 pages)	Page 16
02-2024-12-19-00001 - Arrêté n°2014/0200-M-2-2024 portant modification d'un système de vidéoprotection SARL JP DISTRI Carrefour Contact à Venizel (3 pages)	Page 20
02-2024-12-18-00006 - Arrêté n°2014/0259-R-2-2024 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection Picard à Chambry (3 pages)	Page 24
02-2024-12-18-00003 - Arrêté n°2017/0367-R-1-2024 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection La Tête Noire à Blérancourt (3 pages)	Page 28
02-2024-12-18-00004 - Arrêté n°2018/0115-R-1-2024 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection La Maison Blanche à Mercin-Et-Vaux (3 pages)	Page 32
02-2024-12-18-00005 - Arrêté n°2019/0130-R-1-2024 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection Pharmacie de Crépy à Crépy (3 pages)	Page 36
02-2024-12-18-00007 - Arrêté n°2019/0353-R-1-2024 portant renouvellement d'un système de vidéoprotection LIDL à Chauny (3 pages)	Page 40
02-2024-12-20-00005 - Arrêté n°CAB-2024/449 réglementant temporairement le transport de produits combustibles et l'utilisation d'artifices de divertissement dans le département de l'Aisne (3 pages)	Page 44
02-2024-12-20-00002 - Convention de coordination des interventions de la police municipale de Chauny et des forces de sécurité de l'État (12 pages)	Page 48

02-2024-12-20-00001 - Convention de coordination des interventions de la police municipale de Gauchy et des forces de sécurité de l'État (8 pages)	Page 61
<b>Direction Départementale des Finances Publiques de l'Aisne / Division stratégie et contrôle de gestion</b>	
02-2024-12-20-00007 - Délégation de signature de Monsieur Daniel LEGRAND, inspecteur divisionnaire des Finances publiques, responsable de la Paierie Départementale de l'Aisne à Madame Farah CHAFI, adjointe (1 page)	Page 70
02-2024-12-20-00006 - Délégation de signature de Monsieur Daniel LEGRAND, inspecteur divisionnaire des Finances publiques, responsable de la Paierie Départementale de l'Aisne à Monsieur Laurent GUIDEZ, adjoint (1 page)	Page 72
02-2024-12-20-00008 - Délégation de signature de Monsieur Daniel LEGRAND, inspecteur divisionnaire des Finances publiques, responsable de la Paierie Départementale de l'Aisne à Monsieur Laurent GUIDEZ, adjoint (1 page)	Page 74
<b>Direction départementale des territoires / Unité Foncier Agricole</b>	
02-2024-12-20-00003 - Arrêté préfectoral n°DDT-SEA-2024-52 relatif à l'autorisation de prise de contrôle de la société EARL SOURDET DIOT (2 pages)	Page 76
02-2024-12-20-00004 - Arrêté préfectoral n°DDT-SEA-2024-53 relatif à l'autorisation de prise de contrôle de la société SCEA DU HAUT THOLY (2 pages)	Page 79
<b>Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-De-France / Service Energie Climat Logement et Aménagement du Territoire</b>	
02-2024-12-19-00004 - Arrêté d'approbation du projet d'ouvrage du raccordement par liaison aérienne au réseau électrique existant des installations de l'entreprise ENERTRAG sur la commune de Vendeuil (3 pages)	Page 82
<b>Direction Régionale des Affaires Culturelles des Hauts-De-France /</b>	
02-2024-12-19-00005 - Arrêté préfectoral portant fermeture de l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) de l'Aisne (2 pages)	Page 86

Cabinet

02-2024-12-18-00008

Arrêté n°2010/0019-R-2-2024 portant  
renouvellement d'un système de  
vidéoprotection LIDL à Soissons

**Arrêté n° 2010/0019-R-2-2024 portant renouvellement  
d'un système de vidéoprotection  
LIDL  
à SOISSONS**

**La Préfète de l'Aisne,**

**Vu** les articles L. 223-1 à L. 223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** les articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** l'article L. 613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**Vu** les articles R. 223-1 et R. 223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** les articles R. 273-2 à R. 273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 6 novembre 2024 nommant Madame Fanny ANOR, préfète de l'Aisne ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-64 du 25 novembre 2024, publié au recueil des actes administratifs du mois de novembre 2024, publié, affiché et rendu consultable par voie électronique le 25 novembre 2024, donnant délégation de signature ;

**Vu** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé LIDL 41-43 avenue de Laon à Soissons (02200) présentée par Madame Sophie BILLARD ;

**Vu** le rapport établi par le référent sûreté ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 13 décembre 2024 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet ;

**ARRÊTE**

2, rue Paul Doumer – BP 20104  
02000 LAON  
Cabinet de la préfète / Service des sécurités / Pôle  
prévention, police administrative et sécurité



Les jours et heures d'accueil sont consultables sur le site internet  
des services de l'État dans l'Aisne : [www.aisne.gouv.fr](http://www.aisne.gouv.fr)

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Sophie BILLARD est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2010/0019. Il est composé de 25 caméras intérieures et 2 caméras extérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**

Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Service Client.

**Article 3 :**

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**

Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L. 252-2 et L. 253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**

Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R. 252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 223-1 à L. 223-9, L. 251-1 à L.255-1 et L. 613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**

La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**

Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :

- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 13 :**

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**

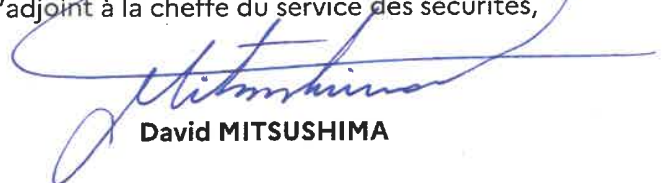
L'arrêté préfectoral n°2010/0019-M2020-1 du 5 mars 2020 est abrogé.

**Article 15 :**

Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de SOISSONS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée à Madame Sophie BILLARD avenue de la Solette - Parc Actipôle de l'A2 59554 Sillery-Lez-Cambrai.

À Laon, le 18 décembre 2024

Pour la préfète, et par délégation,  
l'adjoint à la cheffe du service des sécurités,



David MITSUSHIMA

Cabinet

02-2024-12-18-00002

Arrêté n°2010/0027-R-2-2024 portant  
renouvellement d'un système de  
vidéoprotection LIDL à Villers-Cotterêts



**Arrêté n° 2010/0027-R-2-2024 portant renouvellement  
d'un système de vidéoprotection  
LIDL  
à VILLERS-COTTERÊTS**

**La Préfète de l'Aisne,**

**Vu** les articles L. 223-1 à L. 223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** les articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** l'article L. 613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**Vu** les articles R. 223-1 et R. 223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** les articles R. 273-2 à R. 273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 6 novembre 2024 nommant Madame Fanny ANOR, préfète de l'Aisne ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-64 du 25 novembre 2024, publié au recueil des actes administratifs du mois de novembre 2024, publié, affiché et rendu consultable par voie électronique le 25 novembre 2024, donnant délégation de signature ;

**Vu** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé LIDL 2ter avenue de la Ferté Milon à Villers-Cotterêts (02600) présentée par Monsieur Cédric JACQ ;

**Vu** le rapport établi par le référent sûreté ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 13 décembre 2024 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet ;

**ARRÊTE**

2, rue Paul Doumer – BP 20104  
02000 LAON  
Cabinet de la préfète / Service des sécurités / Pôle  
prévention, police administrative et sécurité

 Préfet de l'Aisne

  @Prefet02

Les jours et heures d'accueil sont consultables sur le site internet  
des services de l'État dans l'Aisne : [www.aisne.gouv.fr](http://www.aisne.gouv.fr)

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Cédric JACQ est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2010/0027. Il est composé de 11 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**

Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Service Client.

**Article 3 :**

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**

Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précisée ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L. 252-2 et L. 253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**

Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R. 252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1<sup>er</sup>. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 223-1 à L. 223-9, L. 251-1 à L. 255-1 et L. 613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**

La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**

Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :

- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 13 :**

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**

L'arrêté préfectoral n°2010/0027-M-1 du 12 février 2020 est abrogé.

**Article 15 :**

Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de Villers-Cotterêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur Cédric JACQ 7bis rue de Meaux 60810 Barbery.

À Laon, le 18 décembre 2024

Pour la préfète, et par délégation,  
l'adjoint à la cheffe du service des sécurités,



David MITSUSHIMA

Cabinet

02-2024-12-19-00003

Arrêté n°2012/0013-M-5-2024 portant  
modification d'un système de vidéoprotection  
Commune de Jussy

**Arrêté n°2012/0013-M-5-2024 portant modification  
d'un système de vidéoprotection  
Commune de Jussy**

**La Préfète de l'Aisne,**

**VU** les articles L. 223-1 à L. 223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L. 613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R. 223-1 et R. 223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R. 273-2 à R. 273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** le décret du Président de la République du 6 novembre 2024 nommant Mme Fanny ANOR, préfète de l'Aisne ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2024-64 du 25 novembre 2024, publié au recueil des actes administratifs du mois de novembre 2024, publié, affiché et rendu consultable par voie électronique le 25 novembre 2024, donnant délégation de signature ;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection situé Commune de Jussy 3 place de la Mairie (02480) présentée par Monsieur Jean-Marie GONDRIY ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 13 décembre 2024 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet ;

**ARRÊTE**

2, rue Paul Doumer – BP 20104  
02000 LAON  
Cabinet de la préfète / Service des sécurités

1/3

 Préfet de l'Aisne

  @Prefet02

Les jours et heures d'accueil sont consultables sur le site internet  
des services de l'État dans l'Aisne : [www.aisne.gouv.fr](http://www.aisne.gouv.fr)

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Jean-Marie GONDRY est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2012/0013. Il est composé de 1 caméra intérieure, 11 caméras extérieures et 7 caméras filmant la voie publique.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Protection des bâtiments et installations publics et de leurs abords, Constatation des infractions aux règles de la circulation, Prévention et constatation des infractions relatives à l'abandon d'ordures, de déchets, de matériaux ou d'autres objets, Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression et de vol ou de trafic de stupéfiant, Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral n°2012/0013-M-4-2023 du 11 juillet 2023. Les modifications portent sur : Informations générales et finalités du système de vidéoprotection, Localisation du système de vidéoprotection, Modalités d'information du public.

**Article 3 :**

Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Jean-Marie GONDRY.

**Article 4 :**

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 5 :**

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 6 :**

Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 7 :**

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 8 :**

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L. 252-2 et L. 253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 9 :**

Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R. 252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 10 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 11 :**

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 223-1 à L. 223-9, L. 251-1 à L. 255-1 et L. 613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 12 :**

La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 13 :**

Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :

- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 14 :**

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 15 :**

L'arrêté préfectoral n°2012/0013-M-4-2023 du 11 juillet 2023 est abrogé.

**Article 16 :**

Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de Jussy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur Jean-Marie GONDRIY 3 place de la Mairie 02480 Jussy.

À Laon, le 19 décembre 2024,

Pour la préfète, et par délégation,  
l'adjoint à la cheffe du service des sécurités,



David MITSUSHIMA

Cabinet

02-2024-12-19-00002

Arrêté n°2012/0296-M-4-2024 portant  
modification d'un système de vidéoprotection  
SA LUDIMAG - Intermarché à Anizy-le-Grand



**Arrêté n°2012/0296-M-4-2024 portant modification  
d'un système de vidéoprotection  
SA LUDIMAG – Intermarché  
à Anizy-le-Grand**

**La Préfète de l'Aisne,**

**VU** les articles L. 223-1 à L. 223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L. 613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R. 223-1 et R. 223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R. 273-2 à R. 273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection situé SA LUDIMAG sous l'enseigne Intermarché rue de Coucy au-dessus du chemin de l'Ocq - CD 5 à Anizy-le-Grand (02320) présentée par Monsieur Philippe HUBLIN ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 13 décembre 2024 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet ;

**A R R Ê T E**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Philippe HUBLIN est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2012/0296. Il est composé de 31 caméras intérieures et de 16 caméras extérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral n°2012/0296-R-1-2021 du 5 août 2021. Les modifications portent sur : Informations générales et finalités du système de vidéoprotection, Localisation du système de vidéoprotection, Caractéristiques du système, Personnes habilitées à accéder aux images, Modalités d'information du public, Service (ou personne) auprès duquel s'exerce le droit d'accès.

**Article 3 :**

Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Philippe HUBLIN.

**Article 4 :**

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 20 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 5 :**

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 6 :**

Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 7 :**

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 8 :**

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L. 252-2 et L. 253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 9 :**

Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R. 252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 10 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 11 :**

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 223-1 à L. 223-9, L. 251-1 à L. 255-1 et L. 613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 12 :**

La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 13 :**

Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :

- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 14 :**

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 15 :**

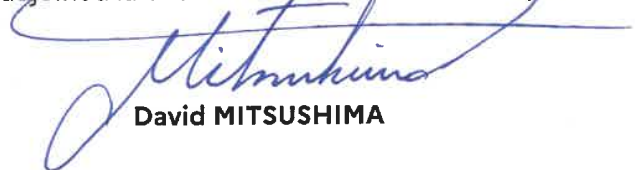
L'arrêté préfectoral n°2012/0296-R-1-2021 du 5 août 2021 est abrogé.

**Article 16 :**

Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire d'Anizy-le-Grand sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur Philippe HUBLIN rue de Coucy au-dessus du chemin de l'Ocq - CD 5 02320 Anizy-le-Grand.

À Laon, le 19 décembre 2024,

Pour la préfète, et par délégation,  
l'adjoint à la cheffe du service des sécurités,



David MITSUSHIMA

Cabinet

02-2024-12-19-00001

Arrêté n°2014/0200-M-2-2024 portant  
modification d'un système de vidéoprotection  
SARL JP DISTRI Carrefour Contact à Venizel

**Arrêté n°2014/0200-M-2-2024 portant modification  
d'un système de vidéoprotection  
SARL JP DISTRI – Carrefour Contact  
à Venizel**

**La Préfète de l'Aisne,**

**VU** les articles L. 223-1 à L. 223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'article L. 613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**VU** les articles R. 223-1 et R. 223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**VU** les articles R. 273-2 à R. 273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**VU** le décret du Président de la République du 6 novembre 2024 nommant Mme Fanny ANOR, préfète de l'Aisne ;

**VU** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**VU** l'arrêté préfectoral n°2024-64 du 25 novembre 2024, publié au recueil des actes administratifs du mois de novembre 2024, publié, affiché et rendu consultable par voie électronique le 25 novembre 2024, donnant délégation de signature ;

**VU** la demande de modification d'un système de vidéoprotection situé SARL JP DISTRI sous l'enseigne Carrefour Contact 5 rue d'Acy à Venizel (02200) présentée par Madame Aurélie BERNARDI ;

**VU** le rapport établi par le référent sûreté ;

**VU** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 13 décembre 2024 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet ;

**A R R Ê T E**

2, rue Paul Doumer – BP 20104  
02000 LAON  
Cabinet de la préfète / Service des sécurités

1/3



Préfet de l'Aisne



@Prefet02

Les jours et heures d'accueil sont consultables sur le site internet  
des services de l'État dans l'Aisne : [www.aisne.gouv.fr](http://www.aisne.gouv.fr)

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Aurélie BERNARDI est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2014/0200. Il est composé de 20 caméras intérieures et de 5 caméras extérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol, Autres (cambriolages).

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral n°2014/0200-R-1-2024 du 26 avril 2024. Les modifications portent sur : Localisation du système de vidéoprotection.

**Article 3 :**

Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Aurélie BERNARDI.

**Article 4 :**

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 21 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 5 :**

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 6 :**

Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 7 :**

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 8 :**

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L. 252-2 et L. 253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 9 :**

Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R. 252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 10 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 11 :**

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 223-1 à L. 223-9, L. 251-1 à L. 255-1 et L. 613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 12 :**

La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 13 :**

Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :

- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 14 :**

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 15 :**

L'arrêté préfectoral n°2014/0200-R-1-2024 du 26 avril 2024 est abrogé.

**Article 16 :**

Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de Venizel sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée à Madame Aurélie BERNARDI 5 rue d'Acy 02200 Venizel.

À Laon, le 19 décembre 2024,

Pour la préfète, et par délégation,  
l'adjoint à la cheffe du service des sécurités



David MITSUSHIMA

Cabinet

02-2024-12-18-00006

Arrêté n°2014/0259-R-2-2024 portant  
renouvellement d'un système de  
vidéoprotection Picard à Chambry



**Arrêté n° 2014/0259-R-2-2024 portant renouvellement  
d'un système de vidéoprotection  
Picard  
à CHAMBRY**

**La Préfète de l'Aisne,**

**Vu** les articles L. 223-1 à L. 223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** les articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** l'article L. 613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**Vu** les articles R. 223-1 et R. 223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** les articles R. 273-2 à R. 273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 6 novembre 2024 nommant Madame Fanny ANOR, préfète de l'Aisne ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-64 du 25 novembre 2024, publié au recueil des actes administratifs du mois de novembre 2024, publié, affiché et rendu consultable par voie électronique le 25 novembre 2024, donnant délégation de signature ;

**Vu** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé Picard 1 rue Descartes à Chambry (02000) présentée par Monsieur Philippe MAITRE ;

**Vu** le rapport établi par le référent sûreté ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 13 décembre 2024 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet ;

**A R R Ê T E**

2, rue Paul Doumer – BP 20104  
02000 LAON  
Cabinet de la préfète / Service des sécurités / Pôle  
prévention, police administrative et sécurité



Préfet de l'Aisne



@Prefet02

Les jours et heures d'accueil sont consultables sur le site internet  
des services de l'État dans l'Aisne : [www.aisne.gouv.fr](http://www.aisne.gouv.fr)

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Philippe MAITRE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2014/0259. Il est composé de 3 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**

Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Service Sureté.

**Article 3 :**

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**

Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L. 252-2 et L. 253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**

Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R. 252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 223-1 à L. 223-9, L. 251-1 à L. 255-1 et L. 613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**

La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**

Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :

- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 13 :**

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**

L'arrêté préfectoral n°2014/0259 du 13 février 2020 est abrogé.

**Article 15 :**

Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de Chambry sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur Philippe MAITRE 19 place de la Résistance 92130 Issy-les-Moulineaux.

À Laon, le 18 décembre 2024

Pour la préfète, et par délégation,  
l'adjoint à la cheffe du service des sécurités,



David MITSUSHIMA

Cabinet

02-2024-12-18-00003

Arrêté n°2017/0367-R-1-2024 portant  
renouvellement d'un système de  
vidéoprotection La Tête Noire à Blérancourt

**Arrêté n° 2017/0367-R-1-2024 portant renouvellement  
d'un système de vidéoprotection  
Tabac La Tête Noire  
à BLÉRANCOURT**

**La Préfète de l'Aisne,**

**Vu** les articles L. 223-1 à L. 223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** les articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** l'article L. 613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**Vu** les articles R. 223-1 et R. 223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** les articles R. 273-2 à R. 273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 6 novembre 2024 nommant Madame Fanny ANOR, préfète de l'Aisne ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-64 du 25 novembre 2024, publié au recueil des actes administratifs du mois de novembre 2024, publié, affiché et rendu consultable par voie électronique le 25 novembre 2024, donnant délégation de signature ;

**Vu** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé Tabac La Tête Noire 14 rue Anne Morgan à Blérancourt (02300) présentée par Monsieur Thierry LECLERC ;

**Vu** le rapport établi par le référent sûreté ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 13 décembre 2024 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet ;

**A R R Ê T E**

2, rue Paul Doumer – BP 20104  
02000 LAON  
Cabinet de la préfète / Service des sécurités / Pôle  
prévention, police administrative et sécurité



Préfet de l'Aisne



@Prefet02

Les jours et heures d'accueil sont consultables sur le site internet  
des services de l'État dans l'Aisne : [www.aisne.gouv.fr](http://www.aisne.gouv.fr)

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Thierry LECLERC est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2017/0367. Il est composé de 5 caméras intérieures et 2 caméras extérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue, Prévention des fraudes douanières prévues par le dernier alinéa de l'article 414 du code des douanes dans des zones particulièrement exposées à ces infractions.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**

Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Thierry LECLERC.

**Article 3 :**

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**

Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L. 252-2 et L. 253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**

Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R. 252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout

moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 223-1 à L. 223-9, L. 251-1 à L. 255-1 et L. 613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**

La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**

Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :

- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 13 :**

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**

L'arrêté préfectoral n°2017/0367 du 23 janvier 2018 est abrogé.

**Article 15 :**

Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de Blérancourt sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur Thierry LECLERC 14 rue Anne Morgan 02300 Blérancourt.

À Laon, le 18 décembre 2024

Pour la préfète, et par délégation,  
l'adjoint à la cheffe du service des sécurités,



David MITSUSHIMA

Cabinet

02-2024-12-18-00004

Arrêté n°2018/0115-R-1-2024 portant  
renouvellement d'un système de  
vidéoprotection La Maison Blanche à  
Mercin-Et-Vaux



**Arrêté n° 2018/0115-R-1-2024 portant renouvellement  
d'un système de vidéoprotection  
La Maison Blanche  
à MERCIN-ET-VAUX**

**La Préfète de l'Aisne,**

**Vu** les articles L. 223-1 à L. 223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** les articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** l'article L. 613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**Vu** les articles R. 223-1 et R. 223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** les articles R. 273-2 à R. 273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 6 novembre 2024 nommant Madame Fanny ANOR, préfète de l'Aisne ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-64 du 25 novembre 2024, publié au recueil des actes administratifs du mois de novembre 2024, publié, affiché et rendu consultable par voie électronique le 25 novembre 2024, donnant délégation de signature ;

**Vu** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé La Maison Blanche 2 avenue de Compiègne à Mercin-Et-Vaux (02200) présentée par Monsieur Michaël LANCELLE ;

**Vu** le rapport établi par le référent sûreté ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 13 décembre 2024 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet ;

**A R R Ê T E**

2, rue Paul Doumer – BP 20104  
02000 LAON  
Cabinet de la préfète / Service des sécurités / Pôle  
prévention, police administrative et sécurité

 Préfet de l'Aisne

  @Prefet02

Les jours et heures d'accueil sont consultables sur le site internet  
des services de l'État dans l'Aisne : [www.aisne.gouv.fr](http://www.aisne.gouv.fr)

**Article 1<sup>er</sup> :**

Monsieur Michaël LANCELLE est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2018/0115. Il est composé de 4 caméras intérieures et 2 caméras extérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux particulièrement exposés à des risques d'agression et de vol ou de trafic de stupéfiant, Protection des abords immédiats des bâtiments et des installations de lieux et établissements relevant d'une personne morale de droit privé exposés à des actes de terrorisme.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**

Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Michaël LANCELLE.

**Article 3 :**

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**

Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L. 252-2 et L. 253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**

Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R. 252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les

conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 223-1 à L. 223-9, L. 251-1 à L. 255-1 et L. 613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**

La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**

Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :

- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 13 :**

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**

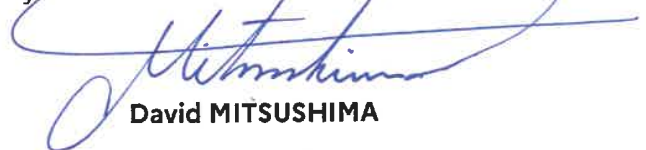
L'arrêté préfectoral n°2018/0115 du 6 août 2018 est abrogé.

**Article 15 :**

Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de Mercin-Et-Vaux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur Michaël LANCELLE 2 avenue de Compiègne 02200 Mercin-Et-Vaux.

À Laon, le 18 décembre 2024

Pour la préfète, et par délégation,  
l'adjoint à la cheffe du service des sécurités,



David MITSUSHIMA

Cabinet

02-2024-12-18-00005

Arrêté n°2019/0130-R-1-2024 portant  
renouvellement d'un système de  
vidéoprotection Pharmacie de Crépy à Crépy

**Arrêté n° 2019/0130-R-1-2024 portant renouvellement  
d'un système de vidéoprotection  
Pharmacie de Crépy  
à CRÉPY**

**La Préfète de l'Aisne,**

**Vu** les articles L. 223-1 à L. 223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** les articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** l'article L. 613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**Vu** les articles R. 223-1 et R. 223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** les articles R. 273-2 à R. 273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 6 novembre 2024 nommant Madame Fanny ANOR, préfète de l'Aisne ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-64 du 25 novembre 2024, publié au recueil des actes administratifs du mois de novembre 2024, publié, affiché et rendu consultable par voie électronique le 25 novembre 2024, donnant délégation de signature ;

**Vu** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé Pharmacie de Crépy 5 rue Malézieux Briquet à Crépy (02870) présentée par Madame Nathalie PAINVIN ;

**Vu** le rapport établi par le référent sûreté ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 13 décembre 2024 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet ;

**A R R Ê T E**

2, rue Paul Doumer – BP 20104  
02000 LAON  
Cabinet de la préfète / Service des sécurités / Pôle  
prévention, police administrative et sécurité



Les jours et heures d'accueil sont consultables sur le site internet  
des services de l'État dans l'Aisne : [www.aisne.gouv.fr](http://www.aisne.gouv.fr)

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Nathalie PAINVIN est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2019/0130. Il est composé de 4 caméras intérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Protection des bâtiments et installations publics et de leurs abords.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**

Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Madame Nathalie PAINVIN.

**Article 3 :**

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**

Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L. 252-2 et L. 253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**

Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R. 252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1<sup>er</sup>. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 223-1 à L. 223-9, L. 251-1 à L. 255-1 et L. 613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**

La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**

Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :

- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 13 :**

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**

L'arrêté préfectoral n°2019/0130 du 27 septembre 2019 est abrogé.

**Article 15 :**

Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de Crépy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée à Madame Nathalie PAINVIN 5 rue Malezieux Briquet 02870 Crépy.

À Laon, le 18 décembre 2024

Pour la préfète, et par délégation,  
l'adjoint à la cheffe du service des sécurités,



David MITSUSHIMA

Cabinet

02-2024-12-18-00007

Arrêté n°2019/0353-R-1-2024 portant  
renouvellement d'un système de  
vidéoprotection LIDL à Chauny



**Arrêté n° 2019/0353-R-1-2024 portant renouvellement  
d'un système de vidéoprotection  
LIDL  
à CHAUNY**

**La Préfète de l'Aisne,**

**Vu** les articles L. 223-1 à L. 223-9 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** les articles L. 251-1 à L. 255-1 et R. 251-1 à R. 253-4 du code de la sécurité intérieure, relatifs aux dispositions générales des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** l'article L. 613-13 du code de la sécurité intérieure relatif aux modalités d'exercice des activités de vidéoprotection ;

**Vu** les articles R. 223-1 et R. 223-2 du code de la sécurité intérieure relatifs à la mise en œuvre de systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** les articles R. 273-2 à R. 273-9 du code de la sécurité intérieure relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 6 novembre 2024 nommant Madame Fanny ANOR, préfète de l'Aisne ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-64 du 25 novembre 2024, publié au recueil des actes administratifs du mois de novembre 2024, publié, affiché et rendu consultable par voie électronique le 25 novembre 2024, donnant délégation de signature ;

**Vu** la demande de renouvellement d'un système de vidéoprotection situé LIDL 122 avenue André Ternynck à Chauny (02300) présentée par Madame Sophie BILLARD ;

**Vu** le rapport établi par le référent sûreté ;

**Vu** l'avis émis par la commission départementale de vidéoprotection le 13 décembre 2024 ;

**Sur proposition** du sous-préfet, directeur de cabinet ;

**A R R Ê T E**

2, rue Paul Doumer – BP 20104  
02000 LAON  
Cabinet de la préfète / Service des sécurités / Pôle  
prévention, police administrative et sécurité

 Préfet de l'Aisne

  @Prefet02

Les jours et heures d'accueil sont consultables sur le site internet  
des services de l'État dans l'Aisne : [www.aisne.gouv.fr](http://www.aisne.gouv.fr)

**Article 1<sup>er</sup> :**

Madame Sophie BILLARD est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation à l'adresse sus-indiquée du système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2019/0353. Il est composé de 26 caméras intérieures et 2 caméras extérieures.

Ce dispositif de vidéoprotection vise à assurer la ou les finalités suivantes : Prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens dans des lieux et établissements ouverts au public particulièrement exposés à des risques d'agression ou de vol.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif. Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

**Article 2 :**

Le public devra être informé dans l'établissement visé au présent arrêté, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements ;
- l'affichette mentionnera les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Service Client.

**Article 3 :**

Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours. Dans la mesure où le système permettrait de visionner les images à distance, le réseau sur lequel transiteront les flux vidéo garantira la confidentialité et l'intégrité des images.

**Article 4 :**

Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

**Article 5 :**

Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

**Article 6 :**

L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

**Article 7 :**

Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles L. 252-2 et L. 253-3 du code de la sécurité intérieure susvisés.

**Article 8 :**

Les agents des services de la police nationale ou de la gendarmerie, ainsi que les agents des douanes ou des services d'incendie et de secours dûment habilités et désignés dans les conditions de l'article R. 252-12 du code de la sécurité intérieure susmentionné, peuvent accéder à tout moment aux images et enregistrements de ce système de vidéoprotection autorisé dans les conditions fixées à l'article 1er. Le délai de conservation des images par ces derniers ne peut excéder 30 jours maximum.

**Article 9 :**

Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu d'informer le préfet de la mise en service du système. Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

**Article 10 :**

Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation pourra, après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles L. 223-1 à L. 223-9, L. 251-1 à L. 255-1 et L. 613-13 du code de la sécurité intérieure susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard des articles du code de la sécurité intérieure susvisés. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

**Article 11 :**

La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de l'Aisne.

**Article 12 :**

Dans la mesure où il s'estimerait lésé par cette décision, le bénéficiaire de l'autorisation a la possibilité :

- soit de présenter un recours gracieux auprès de moi-même, ou un recours hiérarchique auprès du ministre de l'intérieur ;
- soit, dans un délai maximum de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, par saisine du tribunal administratif d'Amiens via [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 13 :**

Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

**Article 14 :**

L'arrêté préfectoral n°2019/0353 du 13 février 2020 est abrogé.

**Article 15 :**

Le sous-préfet, directeur de cabinet, et le maire de Chauny sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie sera adressée à Madame Sophie BILLARD avenue de la Solette - Parc Actipôle de l'A2 59554 Sailly-Lez-Cambrai.

À Laon, le 18 décembre 2024

Pour la préfète, et par délégation,  
l'adjoint à la cheffe du service des sécurités,



David MITSUSHIMA

Cabinet

02-2024-12-20-00005

Arrêté n°CAB-2024/449 réglementant temporairement le transport de produits combustibles et l'utilisation d'artifices de divertissement dans le département de l'Aisne

**Arrêté n°CAB-2024/449 réglementant temporairement  
le transport de produits combustibles et  
l'utilisation d'artifices de divertissement dans  
le département de l'Aisne**

**La Préfète de l'Aisne,**

**Vu** le code de la défense ;

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2215-1 ;

**Vu** le code pénal ;

**Vu** le code de la santé publique ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure et notamment son article L.211-3 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**Vu** le décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

**Vu** le décret du Président de la République du 6 novembre 2024 nommant Mme Fanny ANOR, préfète de l'Aisne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-64 du 25 novembre 2024, publié au recueil des actes administratifs du mois de novembre 2024, publié, affiché et rendu consultable par voie électronique le 25 novembre 2024, donnant délégation de signature ;

**Considérant** que la période des fêtes de fin d'année peut donner lieu à des troubles à l'ordre public et à la commission de faits de violences urbaines survenant, en particulier, la nuit de la Saint-Sylvestre, au regard de troubles survenus lors des années précédentes ;

**Considérant** la posture Vigipirate élevée au niveau « urgence attentat », sur l'ensemble du territoire national depuis le 25 mars 2024, qui appelle notamment à renforcer la vigilance aux abords des transports et des bâtiments publics ;

**Considérant** que l'un des moyens pour commettre des troubles à l'ordre public, incendies ou des tentatives d'incendies volontaires consiste à utiliser, à des fins autres que celles pour lesquelles ils sont proposés à la vente, les carburants et combustibles domestiques et autres produits inflammables et explosifs et qu'il convient, de ce fait, d'en restreindre temporairement les conditions de transport ;

**Considérant** que l'utilisation des artifices de divertissement impose des précautions particulières ; qu'elle peut occasionner des nuisances sonores ; qu'en outre une utilisation inconsidérée ou malintentionnée des artifices des catégories F2 à F4 (ou C2 à C4) est susceptible de générer des accidents et des atteintes graves aux personnes et aux biens ; que des risques de troubles à l'ordre et à la tranquillité publics provoqués par l'emploi de ces artifices sont particulièrement importants à l'occasion des fêtes de fin d'année ; que les occasions d'utiliser ces engins pyrotechniques comme arme envers les personnes et les biens sont accrues ;

**Considérant** que l'afflux de personnes dans les services hospitaliers habituellement observé aux alentours des fêtes de fin d'année, blessées par des articles pyrotechniques, dans le contexte de forte tension actuellement rencontré par les établissements hospitaliers concernés est susceptible de grever l'accès aux soins des populations concernées ;

**Considérant** la nécessité de prévenir ces troubles et ces risques, par des mesures limitées dans le temps et adaptées ;

**Sur** proposition du sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de l'Aisne ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Du dimanche 29 décembre 2024 au mercredi 1<sup>er</sup> janvier 2025 inclus, sur l'ensemble du territoire du département de l'Aisne, le transport de carburant, d'acides, de produits inflammables, chimiques ou explosifs est interdit dans tout récipient transportable, sauf nécessité dûment justifiée par le client et vérifiée, en tant que de besoin, avec le concours des services locaux de la police nationale ou de la gendarmerie nationale.

### **Article 2 :**

Du dimanche 29 décembre 2024 au mercredi 1<sup>er</sup> janvier 2025 inclus, l'achat, la vente, la cession, le port, le transport et l'utilisation des artifices de divertissement des catégories F2 à F4 (ou C2 à C4), des articles pyrotechniques des catégories T1 et T2, ainsi que tout dispositif de lancement de ces produits sont interdits.

Toutefois, et par dérogation, l'achat, la vente, le port, le transport et l'utilisation de ces artifices demeurent autorisés durant cette période aux seules personnes titulaires d'un certificat de qualification de type C4/F4-T2, ou d'un agrément spécifique C2/F2-C3/F3 délivré par la préfète.

Conformément à la réglementation en vigueur, il est rappelé que :

- la vente au déballage d'artifices de divertissement et d'articles pyrotechniques est interdite, qu'elle se déroule sur terrain public ou privé ou à l'occasion de marchés (articles L.2352-1 et suivants et R.2352-97 et suivants du code de la défense) ;
- l'importation depuis tout pays de l'Union européenne ou hors de l'Union européenne, y compris par voie postale, des artifices de divertissement et articles pyrotechniques est soumise à autorisation douanière dite autorisation d'importation de produits explosifs (arrêté ministériel du 19 janvier 2018). En l'absence d'une telle autorisation, tout contrevenant s'expose à la saisie immédiate des marchandises par des agents des douanes, des policiers ou des gendarmes ainsi qu'à une amende douanière allant jusqu'à deux fois la valeur de la fraude.

### **Article 3 :**

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

#### **Article 4 :**

Le sous-préfet, directeur de cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Saint-Quentin, Soissons, Vervins et Château-Thierry, la commissaire divisionnaire, directrice départementale de la police nationale de l'Aisne, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Aisne et les maires des communes du département de l'Aisne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Laon, le **20 DEC. 2024**

**Pour la préfète, et par délégation,  
Le directeur de cabinet**

**Guillaume FICHET**

Cet arrêté peut être contesté selon les voies de recours et dans les délais suivants :

- soit d'un recours gracieux auprès de la préfète de l'Aisne (cabinet – service des sécurités) ou hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur (DLPAJ). L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif d'Amiens dans les deux mois suivants sa notification. Il en est de même en cas de décision explicite de rejet ;
- soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Cabinet

02-2024-12-20-00002

Convention de coordination des interventions  
de la police municipale de Chauny et des forces  
de sécurité de l'État



# **CONVENTION DE COORDINATION DES INTERVENTIONS DE LA POLICE MUNICIPALE DE CHAUNY ET DES FORCES DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT**

**Vu** les articles L. 512-4 à L. 512-7 du code de la sécurité intérieure, portant sur les conventions de coordination des interventions de la police municipale et la gendarmerie nationale ;

**Vu** les articles L. 2212-1 à L. 2212-5-1 du code général des collectivités territoriales, portant sur les pouvoirs de la police municipale ;

**Vu** la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

**Vu** la loi n°2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés ;

**Vu** le décret n°2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

**Vu** le diagnostic local de sécurité établi par les forces de sécurité de l'État en date du 13 novembre 2024 ;

**Vu** l'état des lieux partagé entre les forces de sécurité de l'État, la préfecture de l'Aisne et les services de la commune de Chauny en date du 4 décembre 2024 ;

Entre la préfète de l'Aisne, le maire de Chauny et le procureur de la République près le tribunal judiciaire de Laon, il est convenu ce qui suit :

La police municipale et les forces de sécurité de l'État ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune.

En aucun cas il ne peut être confié à la police municipale de mission de maintien de l'ordre.

La présente convention, établie conformément aux dispositions de l'article L. 512-4 du code de la sécurité intérieure, précise la nature et les lieux des interventions des agents de police municipale.

Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'État, notamment au regard de la doctrine de la sécurité du quotidien (SQ) pour :

- une police aux réponses adaptées à chaque territoire de métropole et d'outre mer pour restaurer la tranquillité ;
- une police connectée pour plus d'efficacité et plus de facilité d'accès pour la population ;
- une police avec des agents mieux équipés et protégés ;
- une police partenariale qui travaille en concertation avec tous les acteurs institutionnels publics et privés, notamment dans les groupes de partenariat opérationnel ;
- une police recentrée sur ses missions premières.

Pour l'application de la présente convention, la force de sécurité de l'État est la gendarmerie nationale. Le responsable des forces de sécurité de l'État est le commandant de la communauté de brigades de gendarmerie territorialement compétent.

### **Article 1er**

L'état des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé par les forces de sécurité de l'État compétentes, avec le concours de la commune signataire, fait apparaître les besoins et priorités suivants :

- lutte contre les atteintes aux personnes, dont les violences intrafamiliales ;
- prévention des cambriolages et les vols à la roulotte (délinquance d'appropriation) ;
- surveillance renforcée sur le secteur sud-ouest et le quartier prioritaire de la Résidence ;
- lutter contre les violences scolaires ;
- encadrement des manifestations ;
- sécurité des établissements scolaires ;
- prévention de la violence dans les transports ;
- sécurité routière notamment les rodéos urbains ;
- luttés contre les nuisances (pollution – incivilités – nuisances sonores), notamment en centre-ville ;
- lutte contre les addictions ;
- protection des commerces ;
- surveillance des dépendances du domaine public communal ;
- surveillance des animations municipales ;
- surveillance des lieux sportifs ;
- encadrement de la police de l'urbanisme, de l'environnement et des constructions.

## **TITRE Ier : COORDINATION DES SERVICES**

### **Chapitre Ier : Nature et lieux des interventions**

#### **Article 2**

La police municipale de Chauny assure la garde statique des bâtiments communaux.

La police municipale de Chauny assure chaque fois que nécessaire et dans la limite de ses capacités, la surveillance des bâtiments communaux.

La police municipale de Chauny en liaison ou en coordination avec la gendarmerie nationale assure dans les différents quartiers de la ville des patrouilles de surveillance et des services d'ilotage. La police municipale intervient de jour comme de nuit dans les créneaux horaires qui lui sont propres et qu'elle communique à la gendarmerie nationale.

#### **Article 3**

I.- La police municipale de Chauny assure, à titre principal, la surveillance des établissements scolaires suivants, en particulier lors des entrées et sorties des élèves et par roulement :

- les écoles maternelles Chardonnier Lejeune – Chaussée – Germaine Harleux – Les Linières et Renan ;
- les écoles élémentaires André Boulloche – Centre – Chaussée – Renan – Résidence ;
- les collèges Victor Hugo et Jacques Cartier ;
- les lycées publics, site Gambetta et site Ternynck ;
- le lycée Agricole Schuman ;
- l'institut Saint-Charles.

Des contrôles coordonnés entre la police municipale et la gendarmerie nationale sont effectués aux horaires de sortie des cours.

II.- La police municipale de Chauny assure également, à titre principal, la surveillance des points de ramassage scolaire suivants :

- la gare routière (Place Bouzier) (point de ramassage centralisé, environ 2000 élèves) ;
- la gare SNCF.

Lors de ces services, la police municipale de Chauny informera immédiatement la gendarmerie nationale des actes délictueux qu'elle aura constatés.

#### **Article 4**

En lien avec la gendarmerie nationale, la police municipale de Chauny assure, à titre principal, la surveillance des foires et marchés, en particulier :

- le marché aux camelots sur la place du Marché Couvert, et de l'hôtel de ville chaque vendredi de 07h00 à 12h00 ;
- le mardi matin sur la place de l'hôtel de ville de 07h00 à 12h00 ;
- la quinzaine commerciale qui s'étend sur trois semaines en décembre ;
- les foires (deux semaines au printemps et deux semaines en septembre) ;

- le marché de Noël et ses animations (deux jours) ;

- les cirques qui s'installent à la demande.

ainsi que la surveillance des cérémonies, fêtes et réjouissances organisées par la commune, notamment :

- les fêtes Rabelais à l'Ascension (4 jours avec une affluence importante pour les défilés de chars) ;

- la fête de la musique avec plusieurs concerts sur la ville ;

- les cérémonies commémoratives (Journée nationale du souvenir de la Déportation – Victoire 1945 – Dien Bien Phu – Appel historique du Général De Gaulle – Fête Nationale – Libération de Chauny – Toussaint – Armistice 1918 – Souvenir des disparus en AFN et TOM) ;

- la course cycliste PARIS/CHAUNY.

Un calendrier des événements qui se déroulent sur la commune de Chauny avec l'autorisation du maire fera l'objet d'une communication en temps réel à la gendarmerie nationale.

#### **Article 5**

La surveillance des autres manifestations, notamment des manifestations sportives, récréatives, culturelles ou revendicatives nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est assurée, dans les conditions définies préalablement par le responsable de la gendarmerie nationale et le responsable de la police municipale de Chauny, soit par la police municipale, soit par la gendarmerie nationale, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

Les manifestations susceptibles de causer un trouble à l'ordre public feront l'objet d'une concertation entre le maire et le commandant de la COB Chauny.

#### **Article 6**

La police municipale de Chauny assure la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée lors des réunions périodiques prévues à l'article 10. Elle surveille les opérations d'enlèvement des véhicules, et notamment les mises en fourrière, effectuées en application de l'article L. 325-2 du code de la route, sous l'autorité de l'officier de police judiciaire compétent, ou, en application du deuxième alinéa de ce dernier article, par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale.

#### **Article 7**

La police municipale de Chauny informe la gendarmerie nationale des opérations de contrôle routier et de constatations d'infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

#### **Article 8**

Sans exclusivité, la police municipale de Chauny assure plus particulièrement les missions de surveillance de façon continue du lundi au vendredi, soit par équipe de 07h30 à 15h00 et de

11h00h à 18h30, soit en journée de 09h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h30, avec des services particuliers nocturnes, réguliers, pouvant être mixtes avec les gendarmes.

Ces tranches horaires sont susceptibles d'être augmentées ou diminuées en fonction des disponibilités du service et des événements le justifiant, notamment les jours fériés et chômés.

La police municipale de Chauny est associée aux actions de prévention dans le cadre de la lutte contre la délinquance et l'insécurité dans la commune. Cette action est menée dans la limite de ses attributions et en partenariat avec les services de sécurité de l'État.

La police municipale de Chauny exerce ses missions de police de proximité, en autonomie ou conjointement avec la gendarmerie nationale, en privilégiant la technique de l'ilotage.

## **Article 9**

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 8 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le représentant de l'État et le maire de Chauny dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des deux services.

## **Chapitre II : Modalités de la coordination**

### **Article 10**

Le responsable de la gendarmerie nationale et le responsable de la police municipale de Chauny, ou leurs représentants, se réunissent régulièrement pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention. Ces réunions peuvent être téléphoniques ou dans les locaux de l'une ou l'autre des unités.

Une formation restreinte du contrat local de sécurité de la prévention de délinquance (CLSPD) se réunit une fois par mois en mairie, hors période estivale. Des échanges constructifs en découlent entre les partenaires sur la délinquance, les incivilités locales et sur les actions de prévention à conduire.

Ces réunions permettent aux responsables de la gendarmerie nationale et de la police municipale de Chauny de coordonner leurs actions.

Les partenaires sont prévus par arrêté municipal.

### **Article 11**

Le responsable de la gendarmerie nationale et le responsable de la police municipale de Chauny s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par les agents de la gendarmerie nationale et les agents de police municipale de Chauny, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Le responsable de la police municipale de Chauny informe le responsable de la gendarmerie nationale du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de la police municipale et, le cas échéant, du nombre d'agents armés et du type d'armes portées.

La police municipale de Chauny donne toutes informations à la gendarmerie nationale sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Le responsable de la gendarmerie nationale et le responsable de la police municipale de Chauny peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable de la gendarmerie, ou de son représentant. Le maire en est systématiquement informé. (dans le cadre de ces missions communes, du matériel pourra être prêté et échangé entre les deux services)

Conformément aux règles des assurances, chaque agent occupe son véhicule de service.

#### **Article 12**

Dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la gendarmerie nationale et la police municipale de Chauny échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune. En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la police municipale en informe les forces de sécurité de l'État.

Les demandes ponctuelles d'informations (ex : interrogation des fichiers) adressées par la police municipale sont mentionnées dans le registre de la main courante de la police municipale, avec le motif les justifiant.

#### **Article 13**

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale ainsi que celles concernant la sécurité routière notamment celles relatives aux vérifications des droits à conduire, aux conduites avec alcool ou après usage de stupéfiants ou encore aux vérifications liées à la personne ou au véhicule prévues par les articles L. 221-2, L. 223-5, L. 224-16, L. 224-17, L. 224-18, L. 231-2, L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1 à L. 234-9 et L. 235-2 du code de la route, les agents de police municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent. À cette fin, le responsable de la gendarmerie et le responsable de la police municipale précisent les moyens par lesquels ils doivent pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

#### **Article 14**

Les communications entre la police municipale de Chauny et la gendarmerie nationale pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par une liaison téléphonique ou par une liaison radiophonique, dans des conditions définies d'un commun accord par leurs responsables.



## **TITRE II : COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE RENFORCÉE**

### **Article 15**

La préfète de l'Aisne et le maire de Chauny conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la police municipale de Chauny et la brigade de gendarmerie nationale.

### **Article 16**

En conséquence, la gendarmerie nationale et la police municipale amplifient leur coopération dans les domaines :

1° Du partage d'informations sur les moyens disponibles en temps réel :

les modalités d'engagement ou de mise à disposition lors d'opérations conjointes (le matériel utilisé sera décidé par les responsables des deux forces de sécurité) font l'objet d'accords préalables. Ces échanges peuvent être réalisés lors des prises de contact journalières et des réunions périodiques ;

le commandant de la communauté de brigades de Chauny est destinataire en copie des agréments concernant les agents de police municipale (arrêtés portant autorisation de ports d'armes notamment).

2° Information quotidienne et réciproque des données :

des contacts téléphoniques ou par mails et des visites informelles sont régulièrement assurés. Les forces de gendarmerie et la police municipale veilleront ainsi à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données. Dans ce cadre, elles partageront les informations utiles, notamment en matière d'accidentalité et de sécurité routière ainsi que dans les domaines suivants : violences aux abords des établissements scolaires, infractions en matière de stupéfiants et d'atteinte aux biens, calendrier des animations municipales.

3° De la communication opérationnelle :

Du matériel radio permettant l'accueil de la police municipale sur les réseaux Rubis est prêté afin d'échanger des informations opérationnelles au moyen d'une communication individuelle ou d'une conférence commune, par le partage d'un autre canal commun permettant également la transmission d'un appel d'urgence (ce dernier étant alors géré par les forces de sécurité de l'État), ou par une ligne téléphonique dédiée ou tout autre moyen technique (internet...). Le renforcement de la communication opérationnelle implique également la retransmission immédiate des sollicitations adressées à la police municipale dépassant ses prérogatives. De même, la participation de la police municipale à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion de grand événement peut être envisagée par le préfet. Le prêt de matériel fait l'objet d'une mention expresse qui prévoit notamment les conditions et les modalités de contrôle de son utilisation. Ainsi, des moyens radio de la Police Municipale sont mis à la disposition dans les locaux de la brigade de Gendarmerie.

4° De la vidéo-protection ;

5° Des missions menées en commun



Ces missions s'exécutent sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'État, ou de son représentant, mentionnées à l'article 11, par la définition préalable des modalités concrètes d'engagement de ces missions.

- Opérations mixtes Anti-Délinquance ;
- Recherches de personnes disparues ou en fugue ;
- Patrouilles mixtes de surveillance de proximité ;
- Contrôles mixtes de police route.

6° De la prévention des violences urbaines et de la coordination des actions en situation de crise ;

7° De la sécurité routière

Des actions de prévention en direction de publics considérés comme vulnérables et une stratégie locale de contrôle sont élaborées conjointement, dans le respect des instructions du préfet et du procureur de la République. Elles peuvent utilement s'appuyer sur les documents d'analyse de l'accidentalité routière enregistrée sur le territoire de la commune et transmis par les observatoires départementaux de sécurité routière. La stratégie de contrôle intègre pleinement les nouvelles capacités de contrôle offertes aux polices municipales par l'accès au système d'immatriculation des véhicules et au système national des permis de conduire ainsi que les évolutions législatives permettant une coopération renforcée dans le domaine de la lutte contre l'insécurité routière. Les dispositifs de vidéoprotection peuvent également participer à la lutte contre l'insécurité routière par la mise en œuvre des dispositions du 4° de l'article L. 251-2 du code de la sécurité intérieure et de ses textes d'application.

Cette stratégie de contrôle s'attache également à définir de manière conjointe les besoins et les réponses à apporter en matière de fourrière automobile notamment au regard des dispositions du code de la route permettant le contrôle du permis de conduire et de l'attestation d'assurance des véhicules ainsi que leur immobilisation et mise en fourrière à la suite d'infractions pour lesquelles la peine complémentaire de confiscation du véhicule est encourue.

En l'espèce, en cas de véhicule stationné sur la voie pendant plus de sept jours consécutifs, la gendarmerie de Chauny est destinataire du rapport de la police municipale aux fins d'initier une procédure d'enlèvement et de mise en fourrière.

8° Lutte contre les atteintes aux biens et aux personnes

Les forces de gendarmerie et la police municipale précisent le rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances, à lutter contre les hold-up, à protéger les personnes vulnérables, ou dans les relations avec les partenaires, notamment les bailleurs. Ainsi les fiches « d'opérations tranquillité vacances » complétées à la brigade de Chauny par les personnes sont régulièrement transmises au service de police municipale et/ou au coordonnateur sécurité et font parfois l'objet de missions communes. Par ailleurs, les renseignements obtenus par les services de la ville émanant d'habitants du quartier de la Résidence, quartier prioritaire, sont partagés entre les services de police municipale et de la brigade de Chauny;

La mairie a la possibilité de prévenir les adhérents de la ville au dispositif « participation citoyenne » de signalements suspects, constatés par la police municipale (escroquerie – démarchage abusif...) (NB : il s'agit uniquement de signaler des phénomènes, pas des individus ou des véhicules)

#### **9° Encadrement des manifestations sur la voie publique**

Des réunions préparatoires dans le cadre d'actions sur la voie publique ou dans l'espace public (hors missions de maintien de l'ordre et selon le calendrier des manifestations prévues sur le territoire de la commune) sont mises en place. Elles visent à préparer au mieux les conditions de sécurité avec l'organisateur ainsi que les autres services concourant à préserver la sécurité et la tranquillité publique d'une part et d'assurer une présence coordonnée.

Suite au document déclaratif rempli par les organisateurs, le commandant de brigade et le responsable de la police municipale se rencontrent afin de vérifier les conditions de réalisation ainsi que les moyens mobilisés à cette occasion.

Il en est de même pour toute manifestation autorisée par M. le maire et devant être encadrée.

### **Article 17**

Compte tenu du diagnostic local de sécurité et des compétences respectives de la gendarmerie nationale et de la police municipale, le maire de Chauny précise qu'il souhaite renforcer l'action de la police municipale par les moyens suivants :

- projet de déménagement de la police municipale pour une amélioration des conditions de travail ;
- recrutement d'un nouvel ASVP ;
- visionnage constant au CSU en journée ;
- accueil du public tous les jours ouvrables ;
- mise en place de la vidéo-verbalisation ;
- mise en place d'un placier ASVP pour les marchés aux camelots et les forains ;
- mise en place de la procédure administrative dans le cadre des dépôts sauvages ;
- mise en place des services nocturnes occasionnels et conjoints avec la gendarmerie ;
- traitement de la police de l'urbanisme ;
- dans le cadre du CLSPD , mise en place de la procédure de transaction municipale et du rappel à l'ordre.

### **Article 18**

En application du décret n° 2015-496 du 29 avril 2015 autorisant les agents de police municipale à utiliser des armes, 6 pistolets type GLOCK avec des munitions de calibre 9 mm, 3 PIE, 8 aérosols lacrymogènes 100 ml, 1 aérosol lacrymogène de capacité supérieure à 100 ml et 8 bâtons de défense télescopiques sont mis en place au sein de la police municipale de Chauny. Leur utilisation doit s'effectuer notamment en application des articles R.511-12, R511-18, R511-19, et R511-30 du code de la sécurité intérieure (CSI), sans préjudice de l'application des autres articles du CSI régissant l'armement des intéressés (livre V, partie réglementaire).

En application la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités de sécurité publique, et dès lors que les conditions de son application seront connues, la police municipale pourra être autorisée à procéder en tous lieux, au moyen de caméras individuelles, à un enregistrement audiovisuel de leurs interventions lorsque se produit ou est susceptible de se produire un incident, eu égard aux circonstances de l'intervention ou au comportement des personnes concernées.

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation des formations suivantes au profit de la police municipale :

- armement (légal et non légal) ;
- techniques de sécurité d'intervention ;
- formation continue de la police municipale ;
- accueil réciproque de policiers stagiaires.

Le prêt de locaux et de matériel, comme l'intervention de formateurs issus des forces de sécurité de l'État, s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le ministre de l'Intérieur et le président du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

### **TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **Article 19**

Un rapport périodique est établi, au moins une fois par an, selon des modalités fixées d'un commun accord par le représentant de l'État et le maire, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention. Ce rapport est communiqué au préfet de l'Aisne, au procureur de la République et au maire.

#### **Article 20**

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion du comité restreint du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance. Le procureur de la République et le préfet sont informés de cette réunion et y participent s'ils le jugent nécessaire.

#### **Article 21**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée adressée aux autres parties avec accusé de réception. Le préavis est de six mois et commence à courir à partir du jour de réception de la lettre recommandée par la partie l'ayant reçu en dernier.

#### **Article 22**

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le maire de Chauny, la préfète de l'Aisne et le procureur de la République conviennent que sa mise en œuvre pourra être examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du ministère de l'Intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'Association des maires de France.

Convention de coordination des interventions de la police municipale de  
Chauny et des forces de sécurité de l'État

A Laon, le 20 DEC. 2024

Pour la préfète et par délégation,  
le sous-préfet, directeur de cabinet,



*Fichet*  
Guillaume FICHET

Le Maire de Chauny



*Lievin*  
Emmanuel LIEVIN

Le procureur de la République  
près le tribunal judiciaire de Laon



Guillaume DONNADIEU

Cabinet

02-2024-12-20-00001

Convention de coordination des interventions  
de la police municipale de Gauchy et des forces  
de sécurité de l'État

# CONVENTION DE COORDINATION DES INTERVENTIONS DE LA POLICE MUNICIPALE DE GAUCHY ET DES FORCES DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT

**Vu** les articles L. 512-4 à L. 512-7 du code de la Sécurité Intérieure, portant sur les conventions de coordination des interventions de la police municipale et des forces de sécurité de l'État ;

**Vu** les articles L. 2212-1 à L. 2212-5-1 du code général des collectivités territoriales, portant sur les pouvoirs de police municipale ;

**Vu** la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

**Vu** la loi n°2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés ;

**Vu** le décret n°2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale ;

**Vu** le diagnostic local de sécurité établi par les forces de sécurité de l'État en date du 27 novembre 2024 ;

**Vu** l'état des lieux partagé entre les forces de sécurité de l'État, la préfecture de l'Aisne et les services de la commune de Gauchy en date du 3 décembre 2024 ;

**Entre** la préfète de l'Aisne, le maire de Gauchy et le procureur de la République près le tribunal judiciaire de Saint-Quentin, il est convenu ce qui suit :

La police municipale de Gauchy et les forces de sécurité de l'État ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune.

En aucun cas, il ne peut être confié à la police municipale de mission de maintien de l'ordre.

La présente convention, établie conformément aux dispositions de l'article L. 512-4 du code de la sécurité intérieure, précise la nature et les lieux des interventions des agents de la police municipale. Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'État. La présente convention tient compte des objectifs de la Sécurité du quotidien (SQ) pour :

- une police aux réponses adaptées à chaque territoire de métropole et d'outre mer pour restaurer la tranquillité ;
- une police connectée pour plus d'efficacité et plus de facilité d'accès pour la population ;
- une police avec des agents mieux équipés et protégés ;
- une police partenariale qui travaille en concertation avec tous les acteurs institutionnels publics et privés, notamment dans les groupes de partenariat opérationnel ;
- une police recentrée sur ses missions premières.

Pour l'application de la présente convention, les forces de sécurité de l'État sont la police nationale, placée sous la responsabilité du commissaire de police, chef de la circonscription de police nationale, dont la compétence s'étend sur la circonscription de Saint-Quentin.

**Article 1<sup>er</sup> :**

L'état des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé par les forces de sécurité de l'Etat compétentes, avec le concours de la commune signataire, fait apparaître les besoins et priorités suivants :

- Prévention / lutte contre les cambriolages ;
- Prévention / lutte contre les vols de véhicules, vols à la roulotte et d'accessoires ;
- Lutte contre les destructions et dégradations de biens ;
- Lutte contre les vols simples ;
- Prévention / lutte contre les atteintes physiques.

**TITRE I<sup>er</sup> : COORDINATION DES SERVICES*****Chapitre I<sup>er</sup> : Nature et lieux des interventions*****Article 2 :**

La police municipale de Gauchy assure la garde des bâtiments communaux.

**Article 3 :**

La police municipale de Gauchy assure la surveillance des établissements scolaires suivants, en particulier lors des entrées et sorties des élèves :

- Groupe scolaire Joliot CURIE ;
- Ecole Jules FERRY ;
- Groupe scolaire Pierre SEMARD ;
- Ecole Georges HERBIN ;
- Ecole Henri WALLON maternelle ;
- Ecole Henri WALLON élémentaire ;
- Collège Paul ELUARD.

**Article 4 :**

La police municipale de Gauchy assure la surveillance des manifestations, cérémonies et festivités organisées par la commune.

**Article 5 :**

La surveillance des autres manifestations, notamment des manifestations sportives, récréatives ou culturelles nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est assurée, dans les conditions définies préalablement par le chef de la circonscription de police nationale de Saint-Quentin et le maire de Gauchy, soit par la police municipale soit par la police nationale, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service, notamment en fonction de la nature des festivités, des risques et troubles potentiels.



**Article 6 :**

La police municipale de Gauchy assure la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée lors des réunions périodiques prévues à l'article 10.

Elle surveille les opérations d'enlèvement des véhicules, et notamment les mises en fourrière, effectuées en application de l'article L. 325-2 du code de la route, sous l'autorité de l'officier de police judiciaire compétent, ou, en application du deuxième alinéa de ce dernier article, par l'agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale.

**Article 7 :**

La police municipale de Gauchy informe au préalable les forces de sécurité de l'État des opérations de contrôle vitesse et de constatation d'infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

**Article 8 :**

La police municipale de Gauchy assure la surveillance sur l'ensemble du territoire communal en fonction des besoins définis préalablement en concertation avec la police nationale dans les créneaux et horaires suivants : de 8h à 17h30 avec ponctuellement des patrouilles jusqu'à 23H00 à la demande du maire. Elle en informe le chef de la circonscription de police nationale de Saint-Quentin et la renseigne sur les heures de ses patrouilles.

**Article 9 :**

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 8 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le représentant de l'État et le maire de Gauchy dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des deux services.

## ***Chapitre II : Modalités de la coordination***

**Article 10 :**

Le chef de la circonscription de police nationale de Saint-Quentin et le responsable de la police municipale, ou leurs représentants, se réunissent périodiquement pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention. Ces réunions peuvent être téléphoniques ou dans les locaux de l'une ou l'autre des unités.

**Article 11 :**

Le chef de la circonscription de police nationale de Saint-Quentin et le responsable de la police municipale de Gauchy s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par les agents des forces de sécurité de l'État et les agents de police municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Le responsable de la police municipale informe le chef de la circonscription de police nationale de Saint-Quentin du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de la police municipale et, le cas échéant, du nombre des agents armés et du type des armes portées.

La police municipale donne toutes informations à la police nationale sur tout fait observé dans l'exercice de ses missions et dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre

public.

Le chef de la circonscription de police nationale de Saint-Quentin et le responsable de la police municipale peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du chef de la circonscription de police nationale de Saint-Quentin, ou de son représentant. Le maire de Gauchy en est systématiquement informé.

**Article 12 :**

Dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, la police nationale et la police municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés, susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune.

En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la police municipale en informe la police nationale.

**Article 13 :**

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale ainsi que celles concernant la sécurité routière notamment celles relatives aux vérifications des droits à conduire, aux conduites avec alcool ou après usage de stupéfiants ou encore aux vérifications liées à la personne ou au véhicule prévues par les articles L. 221-2, L. 223-5, L. 224-16, L. 224-17, L. 224-18, L. 231-2, L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1 à L. 234-9 et L. 235-2 du code de la route, les agents de police municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent.

À cette fin, le chef de la circonscription de police nationale de Saint-Quentin et le responsable de la police municipale précisent que les communications s'effectuent par téléphone portable, afin de pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

**Article 14 :**

Les communications entre la police municipale de Gauchy et la police nationale pour l'accomplissement de leurs missions respectives s'effectuent par tous les moyens de communication mis à leur disposition.

## **TITRE II : COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE RENFORCÉE**

**Article 15 :**

La préfète de l'Aisne et le maire de Gauchy conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la police municipale de Gauchy et la police nationale pour ce qui concerne la mise à disposition des agents de police municipale et de leurs équipements.

**Article 16 :**

En conséquence, la police nationale et la police municipale amplifient leur coopération dans les domaines :

1° du partage d'informations sur les moyens disponibles en temps réel et leurs modalités d'engagement ou de mise à disposition (effectifs, matériels) ;

2° de l'information régulière et réciproque par contact courriel ou téléphonique. Elles veilleront ainsi à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données. Dans ce cadre,

elles partageront les informations utiles, notamment en ce qui concerne les faits qui se sont déroulés sur la commune de Gauchy ;

3° de la communication opérationnelle, par le prêt exceptionnel de matériel radio permettant l'accueil de la police municipale sur le réseau Acropol afin d'échanger des informations opérationnelles au moyen d'une communication individuelle ou d'une conférence commune, par le partage d'un autre canal commun permettant également la transmission d'un appel d'urgence (ce dernier étant alors géré par les forces de sécurité de l'Etat), ou par une ligne téléphonique dédiée ou tout autre moyen technique (internet...). Le renforcement de la communication opérationnelle implique également la retransmission immédiate des sollicitations adressées à la police municipale dépassant ses prérogatives. De même, la participation de la police municipale à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion de grand événement peut être envisagée par le préfet. Le prêt de matériel fait l'objet d'une mention expresse qui prévoit notamment les conditions et les modalités de contrôle de son utilisation ;

4° de la vidéoprotection, les dispositifs mis en place (12 caméras de vidéoprotection sur la commune) participent à la lutte contre l'insécurité routière et permettent de constater les incivilités commises sur la commune (vols, effractions, cambriolages ...) ;

5° des missions menées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'Etat, ou de son représentant, par la définition préalable des modalités concrètes d'engagement de ces missions ;

6° de la prévention des violences urbaines et de la coordination des actions en situation de crise, mise en place d'un plan communal de sauvegarde afin de planifier les actions des acteurs communaux de la gestion du risque en cas d'événements majeurs naturels, technologiques ou sanitaires ;

7° de la sécurité routière, par l'élaboration conjointe d'actions de prévention en direction de publics considérés comme vulnérables et d'une stratégie locale de contrôle, dans le respect des instructions du préfet et du procureur de la République. Elles peuvent utilement s'appuyer sur les documents d'analyse de l'accidentalité routière enregistrée sur le territoire de la commune et transmis par les observatoires départementaux de sécurité routière. La stratégie de contrôle intègre pleinement les nouvelles capacités de contrôle offertes aux polices municipales par l'accès au système d'immatriculation des véhicules et au système national des permis de conduire ainsi que les évolutions législatives permettant une coopération renforcée dans le domaine de la lutte contre l'insécurité routière. Les dispositifs de vidéoprotection peuvent également participer à la lutte contre l'insécurité routière par la mise en œuvre des dispositions du 4° de l'article L. 251-2 du code de la sécurité intérieure et de ses textes d'application ;

Cette stratégie de contrôle s'attache également à définir de manière conjointe les besoins et les réponses à apporter en matière de fourrière automobile notamment au regard des dispositions du code de la route permettant le contrôle du permis de conduire et de l'attestation d'assurance des véhicules ainsi que leur immobilisation et mise en fourrière à la suite d'infractions pour lesquelles la peine complémentaire de confiscation ou de confiscation obligatoire du véhicule est encourue ;

8° de la prévention par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances, à lutter contre les hold-up, à protéger les personnes vulnérables, ou dans les relations avec les partenaires, notamment les bailleurs ;

9° de l'encadrement des manifestations sur la voie publique ou dans l'espace public, hors missions de maintien de l'ordre.

**Article 17 :**

Compte tenu du diagnostic local de sécurité et des compétences respectives de la police nationale et de la police municipale, le maire de Gauchy renforce l'action de la police municipale à travers :

- la multiplication des rondes sur l'ensemble du territoire communal à des heures variables ;
- des visites fréquentes chez les commerçants ;
- le renforcement de la surveillance aux abords des établissements scolaires.

**Article 18 :**

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre peut impliquer l'organisation de formations au profit de la police municipale. Le prêt de locaux et de matériel, comme l'intervention de formateurs issus des forces de sécurité de l'État qui en résulte, s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le ministre de l'intérieur et le président du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

**TITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES**

**Article 19 :**

Un rapport synthétique est établi, au moins une fois par an, selon des modalités fixées d'un commun accord par le représentant de l'État et le maire, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention. Ce rapport est communiqué au préfet de l'Aisne et au maire. Copie en est transmise au procureur de la République.

**Article 20 :**

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion du comité restreint du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance ou, à défaut de réunion de celui-ci, lors d'une rencontre entre le préfet de l'Aisne ou son représentant et le maire. Le procureur de la République est informé de cette réunion et y participe s'il le juge nécessaire.

**Article 21 :**

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

**Article 22 :**

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le maire de Gauchy et la préfète de l'Aisne conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du ministère de l'Intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'Association des maires de France.

À Laon le, 20 DEC. 2024

Pour la préfète de l'Aisne et par délégation,  
le sous-préfet, directeur de cabinet,



**Guillaume FICHET**

**Jean-Marc WEBER**



Jean-Marc WEBER  
2024.12.18 11:33:02 +0100  
Ref:7824755-11744088-1-D  
Signature numérique  
le Maire

Maire de Gauchy

**Stéphanie LESCAUT**

Procureure de la République près le Tribunal  
judiciaire de Saint-Quentin

Signé  
électroniquement :  
Stephanie LESCAUT L0050610



Direction Départementale des Finances  
Publiques de l'Aisne

02-2024-12-20-00007

Délégation de signature de Monsieur Daniel  
LEGRAND, inspecteur divisionnaire des Finances  
publiques, responsable de la Paierie  
Départementale de l'Aisne à Madame Farah  
CHAFI, adjointe



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des finances publiques de l'Aisne

Paierie Départementale de l'Aisne.

### DELEGATION DE SIGNATURE

**Article 1 :** Délégation de signature est accordée par Monsieur Daniel LEGRAND à Madame Farah CHAFI, Inspectrice des finances publiques.

Pour gérer et administrer pour elle et en son nom la Paierie Départementale de l'Aisne. Il pourra opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, recevoir et payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, exercer toutes poursuites, acquitter tous mandats, et exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, signer récépissés, quittances et décharges, fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, opérer à la Direction Départementale les versements aux époques prescrites, la représenter auprès de la Poste pour toute opération.

Pour effectuer les déclarations de créances dans le cadre des procédures collectives.

Pour, en conséquence, passer tous actes, élire domicile et faire, d'une manière générale, toutes opérations qui peuvent concerner la gestion de la Paierie Départementale, entendant ainsi transmettre à Madame Farah CHAFI, tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente délégation.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera affiché dans les locaux de la Paierie Départementale de l'Aisne.

"l'arrêté entrera en vigueur le 2 janvier 2025"

Signé  
Le 20/12/2024

Daniel LEGRAND  
Inspecteur divisionnaire  
des Finances publiques

Direction Départementale des Finances  
Publiques de l'Aisne

02-2024-12-20-00006

Délégation de signature de Monsieur Daniel  
LEGRAND, inspecteur divisionnaire des Finances  
publiques, responsable de la Paierie  
Départementale de l'Aisne à Monsieur Laurent  
GUIDEZ, adjoint





Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des finances publiques de l'Aisne

Paierie Départementale de l'Aisne.

### DELEGATION DE SIGNATURE

**Article 1 :** Délégation de signature est accordée par Monsieur Daniel LEGRAND à Monsieur Laurent GUIDEZ, Inspecteur des finances publiques.

Pour gérer et administrer pour elle et en son nom la Paierie Départementale de l'Aisne. Il pourra opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, recevoir et payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, exercer toutes poursuites, acquitter tous mandats, et exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, signer récépissés, quittances et décharges, fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, opérer à la Direction Départementale les versements aux époques prescrites, la représenter auprès de la Poste pour toute opération.

Pour effectuer les déclarations de créances dans le cadre des procédures collectives.

Pour, en conséquence, passer tous actes, élire domicile et faire, d'une manière générale, toutes opérations qui peuvent concerner la gestion de la Paierie Départementale, entendant ainsi transmettre à Monsieur Laurent GUIDEZ, tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente délégation.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera affiché dans les locaux de la Paierie Départementale de l'Aisne.

"l'arrêté entrera en vigueur le 2 janvier 2025"

Signé

Daniel LEGRAND  
inspecteur divisionnaire  
des Finances publiques

Direction Départementale des Finances  
Publiques de l'Aisne

02-2024-12-20-00008

Délégation de signature de Monsieur Daniel  
LEGRAND, inspecteur divisionnaire des Finances  
publiques, responsable de la Paierie  
Départementale de l'Aisne à Monsieur Laurent  
GUIDEZ, adjoint



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction départementale des finances publiques de l'Aisne

Paierie Départementale de l'Aisne.

### DELEGATION DE SIGNATURE

**Article 1 :** Délégation de signature est accordée par Monsieur Daniel LEGRAND à Monsieur Laurent GUIDEZ, Inspecteur des finances publiques.

Pour gérer et administrer pour elle et en son nom la Paierie Départementale de l'Aisne. Il pourra opérer les recettes et les dépenses relatives à tous les services, sans exception, recevoir et payer toutes sommes qui sont ou pourraient être légitimement dues, à quelque titre que ce soit, par tous contribuables, débiteurs ou créanciers des divers services dont la gestion lui est confiée, exercer toutes poursuites, acquitter tous mandats, et exiger la remise des titres, quittances et pièces justificatives prescrites par les règlements, donner ou retirer quittance valable de toutes sommes reçues ou payées, signer récépissés, quittances et décharges, fournir tous états de situation et toutes autres pièces demandées par l'Administration, opérer à la Direction Départementale les versements aux époques prescrites, la représenter auprès de la Poste pour toute opération.

Pour effectuer les déclarations de créances dans le cadre des procédures collectives.

Pour, en conséquence, passer tous actes, élire domicile et faire, d'une manière générale, toutes opérations qui peuvent concerner la gestion de la Paierie Départementale, entendant ainsi transmettre à Monsieur Laurent GUIDEZ, tous les pouvoirs suffisants pour qu'il puisse, sans son concours, mais sous sa responsabilité, gérer ou administrer tous les services qui lui sont confiés.

Prendre l'engagement de ratifier tout ce que son mandataire aura pu faire en vertu de la présente délégation.

**Article 2 :** Le présent arrêté sera affiché dans les locaux de la Paierie Départementale de l'Aisne.

"l'arrêté entrera en vigueur le 2 janvier 2025"

Signé  
Le 20/12/2024

Daniel LEGRAND  
inspecteur divisionnaire  
des Finances publiques

Direction départementale des territoires

02-2024-12-20-00003

Arrêté préfectoral n°DDT-SEA-2024-52 relatif à  
l'autorisation de prise de contrôle de la société  
EARL SOURDET DIOT

**Arrêté n° DDT/02/SEA/2024-52**

**La Préfète de l'Aisne,**

**Arrêté préfectoral n° DDT/02/SEA/2024-52  
portant autorisation n° 02-2024-OS0224046301 au titre de l'article L. 333-3 du code rural et de la  
pêche maritime de prise de contrôle de la société EARL SOURDET DIOT**

**Vu** le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 333-1 et suivants et R. 333-1 et suivants ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 06 novembre 2024 portant nomination de Madame Fanny ANOR en qualité de préfète de l'Aisne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2022 fixant le seuil d'agrandissement significatif ;

**Vu** l'arrêté n°2024-64 du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à M. Alain NGOUOTO, secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, sous-préfet de l'arrondissement de Laon, à M. Guillaume FICHET, directeur de cabinet de la préfète de l'Aisne, à M. Anthmane ABOUBACAR, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Quentin, aux directeurs, chefs de bureau et agents de la préfecture de l'Aisne

**Vu** la demande d'autorisation au titre de l'article L. 333-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime présentée par **Mme. Ludivine SOURDER, gérante exploitante de la société l'EARL SOURDET DIOT** du **23 septembre 2024** ;

**Vu** l'avis **favorable** de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural des Hauts de France - Antenne de l'Aisne du **12 novembre 2024**.

**Considérant** que la demande d'autorisation concerne une opération qui consiste en :  
- **cession/acquisition de titres sociaux** ;

**Considérant** que cette opération a pour conséquence une prise de contrôle, au sens du IV de l'article L. 333-2, de la société **EARL SOURDET DIOT** par **Mme. Ludivine SOURDER gérante exploitante de la société l'EARL SOURDET DIOT** qui détiendra ainsi le capital et les droits de vote de **0,01 % en direct + 99,99 % via la holding** après opération ;

**Considérant** que la surface exploitée ou détenue directement ou indirectement par **Mme. Ludivine SOURDER** suite à l'opération sera de **509ha33a40ca** et dépassera le seuil d'agrandissement significatif fixé à **200ha de 309ha33a40ca** ;

2 rue Paul Doumer – CS 20656  
02010 LAON Cedex  
DDT / Service Agriculture



Préfet de l'Aisne



@Prefet02

**Considérant** que la contribution apportée par l'opération envisagée au développement du territoire ou à la diversité de ses systèmes de production l'emporte sur les atteintes aux objectifs définis à l'article L. 333-1, pour le motif suivant :

- **Situation foncière du territoire concerné ;**
- **Projets d'installation connus ou recensés ;**
- **Projets de consolidation connus ou recensés ;**

#### **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'autorisation n° **02-2024-OS022** au titre de l'article L. 333-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime est accordée à **Mme. Ludivine SOURDER**, à compter de la date d'effet du présent arrêté.

**Article 2** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 3** : Le Secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires de l'Aisne, chacun en ce qui les concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

A Laon, le **20 DEC. 2024**

Pour la préfète, et par délégation,  
Le secrétaire général,  
  
**Alain NGOUOTO**

Direction départementale des territoires

02-2024-12-20-00004

Arrêté préfectoral n°DDT-SEA-2024-53 relatif à  
l'autorisation de prise de contrôle de la société  
SCEA DU HAUT THOLY

Arrêté n° DDT/02/SEA/2024-53

La Préfète de l'Aisne,

**Arrêté préfectoral n° DDT/02/SEA/2024-53  
portant autorisation n° 02-2024-OS0224046101 au titre de l'article L. 333-3 du code rural et de la  
pêche maritime de prise de contrôle de la société SCEA DU HAUT THOLY**

**Vu** le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 333-1 et suivants et R. 333-1 et suivants ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 06 novembre 2024 portant nomination de Madame Fanny ANOR en qualité de préfète de l'Aisne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2022 fixant le seuil d'agrandissement significatif ;

**Vu** l'arrêté n°2024-64 du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature à M. Alain NGOUOTO, secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, sous-préfet de l'arrondissement de Laon, à M. Guillaume FICHET, directeur de cabinet de la préfète de l'Aisne, à M. Anthmane ABOUBACAR, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Quentin, aux directeurs, chefs de bureau et agents de la préfecture de l'Aisne

**Vu** la demande d'autorisation au titre de l'article L. 333-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime présentée par **M. Emmanuel CERVI, associé exploitant, gérant de la société SCEA DU HAUT THOLY** du **11 octobre 2024** ;

**Vu** l'avis **favorable** de la société d'aménagement foncier et d'établissement rural des Hauts de France - Antenne de l'Aisne du **12 novembre 2024**.

**Considérant** que la demande d'autorisation concerne une opération qui consiste en :  
- cession/acquisition de titres sociaux ;

**Considérant** que cette opération a pour conséquence une prise de contrôle, au sens du IV de l'article L. 333-2, de la société **SCEA DU HAUT THOLY** par **M. Emmanuel CERVI associé exploitant, gérant de la société SCEA DU HAUT THOLY** qui détiendra ainsi le capital et les droits de vote de **8,2 % en direct + 91,8 % via la holding = 100 %** après opération ;

**Considérant** que la surface exploitée ou détenue directement ou indirectement par **M. Emmanuel CERVI** suite à l'opération sera de **366ha04a77ca** et dépassera le seuil d'agrandissement significatif fixé à **200ha de 166ha04a77ca** ;

2 rue Paul Doumer – CS 20656  
02010 LAON Cedex  
DDT / Service Agriculture



Préfet de l'Aisne



@Prefet02



**Considérant** que la contribution apportée par l'opération envisagée au développement du territoire ou à la diversité de ses systèmes de production l'emporte sur les atteintes aux objectifs définis à l'article L. 333-1, pour le motif suivant :

- **Situation foncière du territoire concerné ;**
- **Projets d'installation connus ou recensés ;**
- **Projets de consolidation connus ou recensés ;**

#### **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'autorisation n° **02-2024-OS0224046101** au titre de l'article L. 333-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime est accordée à **M. Emmanuel CERVI**, à compter de la date d'effet du présent arrêté.

**Article 2** : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

**Article 3** : Le Secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des territoires de l'Aisne, chacun en ce qui les concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

A Laon, le **20 DEC. 2024**

Pour la préfète, et par délégation,  
Le Secrétaire général,  
**Alain NGOUOTO**

Direction régionale de l'environnement, de  
l'aménagement et du logement Hauts-De-France

02-2024-12-19-00004

Arrêté d'approbation du projet d'ouvrage du  
raccordement par liaison aérienne au réseau  
électrique existant des installations de  
l'entreprise ENERTRAG sur la commune de  
Vendeuil

Service Energie Climat Logement et  
Aménagement du Territoire

Pôle Air Climat Energie

**Arrêté d'approbation du projet d'ouvrage du raccordement par liaison aérienne au réseau électrique existant des installations de l'entreprise ENERTRAG sur la commune de Vendeuil.**

**La Préfète de l'Aisne,**

**VU** le code de l'énergie, notamment ses articles R323-26 et suivants ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**VU** le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

**VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de madame Fanny ANOR, en qualité de préfète de département de l'Aisne ;

**VU** l'arrêté interministériel du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique ;




**VU** l'arrêté ministériel du 14 janvier 2013 relatif aux modalités du contrôle technique des ouvrages des réseaux publics d'électricité, des ouvrages assimilables à ces réseaux publics et des lignes directes prévus à l'article 13 du décret n° 2011-1697 du 1<sup>er</sup> décembre 2011 relatif aux ouvrages des réseaux publics d'électricité et des autres réseaux d'électricité et au dispositif de surveillance et de contrôle des ondes électromagnétiques ;

**VU** l'arrêté ministériel du 24 janvier 2023 nommant M. Julien LABIT en tant que directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France ;

**VU** l'arrêté n°2024-87 de la préfète de l'Aisne du 25 novembre 2024 portant délégation de signature aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France ;

**VU** le dossier déposé le 30 septembre 2024 par Réseau de Transport d'Électricité (RTE) – centre de développement et ingénierie Lille 62 rue Louis Delos – TSA 71012 – 59709 Marcq en Baroeul Cedex, sollicitant une approbation du projet de raccordement au réseau public d'électricité dans le cadre du

44 rue de Tournai – 59000 Lille Cedex  
Affaire suivie par : Brieg HERVOT  
Tél. : 03 20 40 55 19  
Mél. : brieg.hervot@developpement-durable.gouv.fr

 Préfet de l'Aisne   @Prefet02

Les jours et heures d'accueil sont consultables sur le site internet des services de l'État dans l'Aisne : [www.aisne.gouv.fr](http://www.aisne.gouv.fr)

raccordement par liaison aérienne à 225 000 volts des installations ENERTRAG sur la commune de Vendeuil

**VU** la consultation des maires et gestionnaires des domaines publics qui s'est déroulée du 15 octobre 2024 au 18 décembre 2024 inclus ;

**VU** les avis favorables sans observations de l'union des secteurs d'énergie du département de l'Aisne du 23 octobre 2024, d'air liquide du 28 octobre 2024, de la direction générale de l'aviation civile du 28 octobre 2024, de la mairie de Vendeuil du 31 octobre 2024, de la direction de la circulation aérienne militaire du 05 novembre 2024, de la direction régionale des affaires culturelles du 12 novembre 2024, de la direction interdépartementale des routes du Nord du 19 novembre 2024, du gestionnaire de réseau de gaz GRDF du 27 novembre 2024 et du conseil départemental de l'Aisne du 03 décembre 2024.

**VU** les avis favorables avec observations du gestionnaire de réseau de gaz GRT du 08 novembre 2024 et de la chambre d'agriculture du 18 novembre 2024.

**Considérant** que les parties consultées ont disposé d'un délai d'un mois pour présenter leurs observations et que passé ce délai, leur avis est réputé donné conformément à l'article R323-27 du code de l'énergie ;

**Considérant** que le projet n'est pas incompatible ou redondant avec les missions confiées aux gestionnaires de réseaux publics d'électricité conformément à l'article R323-40 du code de l'énergie ;

**Sur proposition** du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Hauts-de-France ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Le projet de raccordement au réseau public d'électricité par liaison aérienne des installations de l'entreprise ENERTRAG sur la commune de Vendeuil, porté par Réseau de Transport d'Électricité - centre développement et ingénierie Lille, est approuvé.

A charge pour le concessionnaire de se conformer aux dispositions des arrêtés ministériels déterminant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique, la mise en application de la réforme DT/DICT et notamment de consulter le téléservice « [www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr) ».

### **Article 2 :**

Lors de la mise en service des ouvrages objet de la présente approbation, ces derniers font l'objet du contrôle technique prévu à l'article R323-30 du code de l'énergie.

Les modalités de ce contrôle respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 14 janvier 2013 relatif aux modalités du contrôle technique des ouvrages des réseaux publics d'électricité, des ouvrages assimilables à ces réseaux publics et des lignes directes prévus à l'article R323-30 susnommé.

### **Article 3**

Au terme de la construction des ouvrages, le bénéficiaire de la présente approbation enregistre dans un système d'information géographique les informations permettant d'identifier ces derniers, conformément à l'article R323-29 du code précité.

Sont notamment enregistrés l'emplacement des ouvrages, leurs dimensions, leur date de construction, leurs caractéristiques électriques, leur technologie, les organes particuliers et les installations annexes, les opérations significatives de maintenance ainsi que la date du contrôle technique prévu à l'article 2 de la présente approbation.

#### **Article 4**

La présente approbation est notifiée au bénéficiaire. Elle est également publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne et affichée en mairie de Vendeuil pendant une durée minimale de deux mois.

#### **Article 5**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément préservés.

#### **Article 6**

Cette approbation peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif d'Amiens dans le délai de deux mois à compter de l'exécution des mesures de publicité mentionnées à l'article 4 et cela, conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative.

Le tribunal administratif peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens ». Information et accès au service disponible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>

#### **Article 7**

Copie de la présente approbation est adressée à Réseau de Transport d'Électricité, Madame la préfète de l'Aisne, Monsieur le maire de Vendeuil.

#### **Article 8**

Madame la préfète de l'Aisne, Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France, Monsieur le maire de Vendeuil sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente approbation.

Le 19 décembre 2024

Pour la préfète et par délégation,  
La cheffe du pôle air, climat, énergie

A blue ink signature consisting of several horizontal strokes and a final upward stroke.

Virginie BERQUET

Direction Régionale des Affaires Culturelles des  
Hauts-De-France

02-2024-12-19-00005

Arrêté préfectoral portant fermeture de l'unité  
départementale de l'architecture et du  
patrimoine (UDAP) de l'Aisne



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale des  
affaires culturelles**

**Arrêté préfectoral portant fermeture de  
l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP) de l'Aisne**

Le directeur régional des affaires culturelles des Hauts-de-France

Vu le décret n°71-69 du 26 janvier 1971 relatif au régime d'ouverture au public des services extérieurs ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination de monsieur Bertrand GAUME, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté de la ministre de la culture du 2 novembre 2020 portant nomination de monsieur Hilaire MULTON, conservateur général du patrimoine, en qualité de directeur régional des affaires culturelles Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 février 2024 portant délégation de signature à monsieur Hilaire MULTON, directeur régional des affaires culturelles des Hauts-de-France ;

Sur proposition du chef de l'UDAP de l'Aisne ;

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>**

L'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de l'Aisne sera fermée à titre exceptionnel pour les congés de fin d'année 2024, soit les 23, 24, 26, 27, 30 et 31 décembre 2024. La continuité de service sera assurée par l'ABF adjoint au chef de service de l'UDAP du Pas-de-Calais, M. Loïc LEVIN, la première semaine et par l'ABF chef de service M. Stéphane PILON les deux premiers jours de la deuxième semaine. Ils seront les référents uniques de sécurité pour la Cathédrale de Soissons durant cette période.

Site de Lille : 3 rue Lombard CS80016- 59041 Lille cedex Tél. : 03 20 06 87 58  
site d'Amiens : 5 rue Daussy- CS 44407-80044 Amiens cedex Tél : 03 22 97 33 00 Suivez-nous sur :  
<https://www.culture.gouv.fr/Regions/Drac-Hauts-de-France>

## Article 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département de l'Aisne et affiché dans les locaux du service visé à l'article 1<sup>er</sup>.

## Article 3

Le directeur régional des affaires culturelles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lille, le 19/12/2024

Pour le préfet et par délégation,  
le directeur régional des affaires  
culturelles ,

Hilaire MULTON  
Pour le Préfet des Hauts-de-France  
et par délégation  
Le Directeur Régional  
des Affaires Culturelles



Hilaire MULTON

Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-5 du code de justice administrative, la présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de 2 mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)